

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/TE/8  
20 avril 2004

(04-1785)

---

Comité du commerce et de l'environnement  
Session extraordinaire

## RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT AU COMITÉ DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

1. La huitième réunion de la Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) s'est tenue le 19 avril 2004.

### I. ÉTAT DES TRAVAUX

2. La réunion a été marquée par des débats constructifs sur les trois éléments du mandat de négociation relatif au commerce et à l'environnement. S'agissant des alinéas i) et ii) du paragraphe 31, une nouvelle communication avait été présentée - le document TN/TE/W/39 des Communautés européennes (CE). Dans cette communication, les CE faisaient valoir qu'il serait peut-être utile que la Session extraordinaire du CCE étudie les relations entre les accords environnementaux multilatéraux (AEM) et les Accords de l'OMC dans le contexte des principes de la gouvernance à l'échelle mondiale. Les principes en question reconnaissaient l'importance et la nécessité des AEM, la nécessité d'élaborer la politique environnementale multilatérale dans les instances environnementales multilatérales, la nécessité de coopérer étroitement et d'intensifier l'échange de renseignements au niveau national, ainsi qu'au niveau international entre les différents organismes internationaux, afin de renforcer le soutien mutuel des politiques commerciales et politiques environnementales, l'égalité entre AEM et OMC en tant que corps de règles de droit international et la nécessité de ne pas interpréter les règles de l'OMC en les "isolant cliniquement" des autres corps de règles de droit international. Les CE ont indiqué que leur communication ne faisait pas obstacle à ce que la Session extraordinaire du CCE procède à l'examen des obligations commerciales spécifiques (OCS) contenues dans les AEM.

3. Les principes de gouvernance suggérés par les CE, en particulier en ce qui concerne la nécessité d'établir des méthodes d'approche communes pour s'attaquer aux problèmes environnementaux à l'échelle mondiale, en évitant les initiatives unilatérales, ont reçu un certain appui. Un participant a fait valoir que ce dont on aurait besoin en définitive, c'était une décision interprétative sur le soutien mutuel et le principe de déférence dans la relation entre les Accords de l'OMC et les AEM. Quelques questions spécifiques ont été posées aux CE sur les principes de gouvernance, par exemple sur la façon dont ils pourraient dans la pratique permettre d'éviter des conflits entre AEM et OMC et sur le type d'instrument dans lequel ils pourraient être incorporés.

4. Cependant, il a aussi été avancé que les principes de gouvernance ne relevaient pas du mandat du paragraphe 31 i), et qu'il était prématuré de débattre des résultats possibles. De nombreux participants ont insisté sur la nécessité pour la Session extraordinaire du CCE de continuer à construire une base solide, factuelle et analytique pour fonder les résultats qui seraient obtenus sur cette partie du mandat.

5. Quelques participants ont appelé l'attention sur les liens et synergies potentiels entre les alinéas i) et ii) du paragraphe 31 du mandat, en indiquant qu'un résultat sur l'alinéa ii) pourrait influencer

./.

favorablement aussi sur les discussions concernant l'alinéa i). S'agissant du paragraphe 31 ii), de nombreux participants ont accueilli avec satisfaction la liste des moyens d'accroître la coopération et l'échange de renseignements que Mme Yolande Biké avait communiquée au CCE dans le document TN/TE/7. Il a été estimé que le Comité aurait peut-être intérêt à poursuivre ses discussions sur les points de la liste et qu'une synthèse finale pourrait être envisagée. Les critères d'octroi du statut d'observateur ont également été abordés, certains participants préconisant de dissocier cette partie du mandat de la question générale du statut d'observateur au sein de l'OMC.

6. La réunion a donné lieu à un échange de vues très utile sur le paragraphe 31 iii), articulé autour d'une communication présentée par les États-Unis dans le document TN/TE/W/38. Cet échange a été d'autant plus apprécié que, à des précédentes réunions, la Session extraordinaire du CCE n'avait pas pu consacrer beaucoup de temps à cette partie du mandat. Dans leur document, les États-Unis préconisaient l'établissement d'une liste "principale" et d'une liste "complémentaire" de biens environnementaux. La liste principale comprendrait les produits reconnus par consensus comme constituant des biens environnementaux et la liste complémentaire comprendrait les produits sur lesquels un consensus définitif n'aurait pas pu être atteint, mais dont "beaucoup reconnaîtraient" qu'ils étaient importants pour la protection de l'environnement, la prévention de la pollution ou la dépollution, et la durabilité. Des modalités de libéralisation des échanges ont été suggérées pour les deux listes.

7. La flexibilité offerte dans ce document a été accueillie avec satisfaction par de nombreuses délégations; toutefois, certaines ont fait valoir qu'il serait important de n'écarter aucune option à ce stade, et d'envisager aussi d'autres moyens d'apporter de la flexibilité dans les négociations. Il a également été avancé que la méthode des listes risquait de ne pas fonctionner isolément, et qu'il serait peut-être nécessaire d'établir des critères ou une définition des biens environnementaux.

8. Des questions ont été posées sur différents aspects du document des États-Unis, y compris sur les points suivants: la relation entre la liste principale et la liste complémentaire, les procédures selon lesquelles le consensus se ferait sur la liste principale, l'interprétation de l'expression "beaucoup reconnaissent" appliquée à la liste complémentaire, la mesure dans laquelle cette liste complémentaire pourrait conduire à un processus plurilatéral de libéralisation des échanges, et l'application aux listes des concepts d'une réciprocité qui ne serait pas totale et du traitement spécial et différencié.

9. De nombreux participants ont été d'avis que le critère des procédés et méthodes de production (PMP) ne devrait pas être utilisé dans les négociations. Plusieurs participants de pays en développement ont indiqué que leurs pays étaient importateurs nets de biens environnementaux, et que le mandat devrait aussi tenir compte de leurs objectifs, y compris en ce qui concerne le transfert de technologie et l'amélioration de leur compétitivité sur le plan international. Un participant a demandé quelle instance traiterait des produits environnementaux agricoles, et un autre a indiqué qu'il allait travailler à l'établissement d'une liste de biens environnementaux axés sur le développement.

## **II. TRAVAUX FUTURS**

10. La Session extraordinaire du CCE continuera, bien entendu, à étudier tous les aspects de son mandat. Cependant, il a été dit à la réunion qu'il était nécessaire de travailler de manière plus structurée sur le paragraphe 31 iii) – et peut-être même d'établir un programme de travail au titre de ce point.

11. Je tiendrai des consultations informelles avec les délégations afin que le Comité continue à progresser dans l'exécution de son mandat.

---